



Legal Guarantee of Comprehensive Social Protection for Members of the Commons Political Party

¹ Isaias Moises Rodriguez Pacheco

¹ Universidad del Atlántico. isaropa1973@gmail.com

Abstract

Le présent article scientifique concerne les processus de paix en Colombie, en conflit avec les FARC, les droits fondamentaux de cette population victime et victimaire de la guerre, mais à la veille de l'analyse du phénomène juridique de l'État des causes d'inconstitutionnalité en matière de protection sociale. Intégrale de la population cobijada Par l'acuerdo final de paz y partido comunes, à partir d'une méthodologie qualitative avec des rasgos de hermenéutica jurídica documental, entrera à établir le niveau de développement juridique et politique des acteurs sociaux du post-conflit.

De cette manière, le document scientifique contient une structure conforme et adaptée au monde logique, une analyse des résultats, une confrontation d'idées, des conclusions et une bibliographie, ainsi que la description des éléments de l'État constitutionnel, du système prestacional intégrateur, de la participation sociale et du développement humain. les victimes et victimes du conflit armé en Colombie en vertu des normes juridiques et des théories politiques.

Keywords: Garanties, Protection sociale, Parti comunes, Derechos fundamentales, Prestaciones

Introduction

Le présent article scientifique, résultat d'un processus publié dans un projet du centre d'investigations, a pour objet l'analyse du phénomène juridique de l'État des causes d'inconstitutionnalité en relation avec la protection sociale intégrale de la population victime de l'acuerdo final de la paix et parti des communes, comme une garantie Le droit de sécurité humaine, à partir d'un univers préventif et collectif, comme complément et profondeur du concept de sécurité personnelle, dans sa spécificité réactive et individuelle, fait que la puissance en marche de l'institutionnalité est prévue dans l'acte final de la paix et établi par les normes constitutionnelles. et les lois para la seguridad de las personas reincorporadas (Almanza, 1984).

Cabe destacar que l'outil de base pour les entreprises de l'Acuerdo Final de Paz, d'autres groupes subversifs à la marge de la loi et de leurs familles, de forme similaire, est un thème de suma intéressant pour les groupes de recherche des institutions universitaires, pour la communauté académique en général et de nombreux secteurs de la communauté intéressés par le thème de l'État des causes d'inconstitutionnalité, car la référence en matière d'investigation est largement répandue, ils doivent se tourner vers toutes les personnes décrites antérieurement



par les instruments de base sur le thème, pour renforcer leurs talents d'enquête dans un domaine spécifique des sciences juridiques, c'est-à-dire c'est le droit constitutionnel (Barona, 2014).

Il est pratique de préciser que les interrogateurs naissent de diverses formes d'interprétation de la question de correspondance entre l'action institutionnelle et la réglementation rapide en ce qui concerne les institutions créées au point 3.4. de l'Acuerdo Final de Paz, sur les garanties de sécurité et de participation politique des intégrants du Parti politique communal, en fonction de leurs opposants politiques, intermédiaire la lutte institutionnelle contre les réducteurs du paramilitarisme, intégrants du Parti politique communal et constatant les éléments médians de conviction que seul le Année 2020, lorsque la Section de Première Reconnaissance du Verdad et Responsabilité du Tribunal pour la Paix (SAR) a émis des ordonnances permanentes, pour lancer le référé Point 3.4.

Respect de la mise en œuvre du point 3.4. de l'Acuerdo Final de Paz, le Punto 3.4., doit établir les inquiétudes d'origine sur s'il y a un espace de rencontre entre les autorités gouvernementales et les délégués des anciennes FARC-EP, pour coordonner, identifier, desarrollar et faire suivre à toutes les mesures de sécurité et La protection matérielle et immatérielle est indispensable pour offrir des garanties de sécurité à la population ferme de l'Acuerdo Final de Paz, en même temps qu'elle crée une réincorporation civile dans le domaine de la satisfaction des besoins et des soins sociaux, économiques, culturels et institutionnels de la population en conflit, à l'intérieur de la présence immobilière, efficace et intégrale (Ortegón, 1992).

Méthodologie

Asumiendo metodologías de análisis cualitativo de la hermenéutica jurídica documental, se entraría a establecer el nivel de desarrollo jurídico-político de los actores sociales del posconflicto dans su ambito de relation prestaacional y asistencial a las contingencias, daños, efectos y menoscabos padecidos, généré avec les espaces de participation, l'intervention dans la planification des actions pour l'amélioration et le renforcement de la vie dans la société et l'intégration.

Maintenant, en ce qui concerne l'objet de l'étude, les garanties de protection sociale de la population sont couvertes par le fait final de la paix et les communes utilisent la méthode déductive, en participant à certaines certitudes préétablies, pour détruire la raison inhérente à ce phénomène socio-juridique, en chercher des solutions logiques, en même temps qu'ils analysent les documents et les textes juridiques en matière de protection sociale intégrale, l'attention et l'assistance aux victimes et aux victimes des conflits armés, à partir de la consolidation des prestations sociales, des assistances, des économies à partir des choses qui sont des solutions supplémentaires de caractère général, donde se tente comme finalité de découvrir la manière générale, les théories à partir des observations systémiques de la réalité sociale (López, 2006).



Marco Théorique

La doctrine jurisprudenciale de la Corte Constitucional de la figure jurídica del Estados de Cosas Inconstitutioncional (ECI), réalisant une description générale des éléments fondamentaux pour votre déclaration, où elle tendra en compte, lorsqu'elle sera évidente et persistera l'occurrence de violations massives et récurrentes de los droits fondamentaux du groupe déterminé de population ; que ces violations soient bannies par la faute de cumul de certaines autorisations de vos obligations légales et constitutionnelles ; cette situation ne peut pas être résolue par les tuteurs individuels et, à terme, il existe la nécessité de mettre en œuvre des mesures fiscales ou administratives pour prévenir la vulnérabilité des droits (Hart, 1997).

Maintenant que la protection sociale implique un régime d'attention aux victimes et aux victimes du conflit armé, elle peut comprendre la sécurité humaine, à partir d'un cadre préventif et collectif, de sa complémentarité et de sa profondeur dans le thème de la sécurité personnelle, dans un cadre réactif. l'individu, pour la puissance en marche d'une série d'institutions Le public est informé de l'acte final de Paz, en ce qui concerne l'élaboration des normes constitutionnelles et juridiques pour la sécurité des personnes démobilisées et le respect de l'importance des autorités étatiques pour la mise en œuvre d'une langue respectueuse, ferme, tolérante génératrice de confiance qui empêche de reproduire des scénarios d'odio. oui estigmatisation (Hernández, 2015).

Según Luhmann (2010), avec Weber, a commencé le chemin de l'autonomie et de l'indépendance des organisations comme subsistance sociale. L'importance du modèle web d'organisation est dans l' *égalité* et la *différence* qui est établie : l'égalité tant à l'intérieur de l'organisation qu'à l'extérieur d'elles, et la différence en ce qui concerne les fonctions qui la caractérisent.

La théorie bureaucratique de Weber a des organisations comme des systèmes autonomes et différents des autres, qui peuvent être « des guides, des coordinateurs, des 'mantenidos bajo control' et des orientados hacia los intereses de la sociedad » (Luhmann, 2010, p. 36). Weber est basé sur l'idée de rationalité de l'action, considérant que quelqu'un peut chercher à obtenir des amendes raisonnables déterminées à moyen terme. L'autorité impose ces amendes et l'organisation travaille pour les affaires de manière rationnelle.

De même manière de rétablir la pertinence des fonctions différentes incorporées dans l'Acuerdo Final de Paz et établies par les normes constitutionnelles et juridiques, entre eux, les droits humains, le genre, l'ethnique, le territorial et le multidimensionnel, ainsi que le développement de programmes de développement avec une enquête territoriale, pour enregistrer la matérialisation du composant de garanties de sécurité de la population ferme.



Depuis le point de vue conceptuel, pour comprendre l'État des lois constitutionnelles (ECI), sa première approximation est liée à la compréhension du concept de l'État social de droit, les trois conditions fondamentales qui sont ici, sont efficaces, sont juridiques. et c'est légitime, par exemple (García & Espinosa, 2013), car on ne peut pas considérer qu'un État, qui ne peut pas remplir pleinement ses trois conditions, est une matérialisation de l'État, qui se trouve en contact avec la partie formelle ou juridique et la réalité factuelle ou sociologique et ainsi déterminer le paiement des amendes. essentiels de l'État.

Il est important d'apporter la contribution que la Constitution politique va exprimer comme étant la carte de navigation, car il est nécessaire d'armer votre structure et tous vos organismes pour votre couverture et votre garantie, en paroles de Lasalle : « Vous pouvez planter dans votre maison un homme et colgarle un papier que diga: Este árbol es una higuera et non avec ce que dans un début était un manzano por un escrito se convertit en higuera ». (Lasalle, 2013, p. 72).

Pour matérialiser les fins essentielles de l'État, il suffit de faire exister un document intitulé Constitution politique, et ce seul numéro de page peut déterminer qui est à l'intérieur d'un territoire constitutionnel, il est nécessaire et il est nécessaire d'avoir une cohérence suffisante. entre l'exposé dans ce document et l'indiqué en réalité, en particulier face aux facteurs articulés des différents acteurs du pouvoir qui régissent ce pays (Lasalle, 2013).

En fin de compte, en déclarant que l'État des lois constitutionnelles (ECI) ne divise pas les problèmes dérivés de la Constitution politique, car il n'y a pas de problèmes de caractère juridique, mais des problèmes liés aux éléments de pouvoir, les conditions à l'origine de la disproportionnalité entre les facteurs réels et efficaces de pouvoir faire en sorte que société, parce qu'il n'existe pas d'articulation de ce document juridique avec la réalité sociale et qu'elle dérive d'une pleine garantie des droits de tous les citoyens protégés par la Constitution politique (Farfán, 2018).

De cette manière, dans un cadre de droits fondamentaux en matière de protection sociale, il est évident que l'état des causes d'inconstitutionnalité est considéré comme une figure juridique utilisée par la Cour constitutionnelle, lorsqu'il est évident et persistant la survenue de violations massives et récurrentes des droits fondamentaux. de déterminé groupe de population; que ces violations soient bannies par la faute de cumul de certaines autorisations de vos obligations légales et constitutionnelles ; Cette situation ne peut pas être résolue par les tuteurs individuels et, à terme, il existe la nécessité de mettre en œuvre des mesures fiscales ou administratives pour prévenir la vulnérabilité des droits.

Par conséquent, y compris l'État constitutionnel de sécurité humaine qui est un droit constitutionnel fondamental garanti et préservé pour l'ordre juridique, de la manière dont une personne se trouve avant une mesure extraordinaire ou extrême, l'État doit adopter les mesures de protection nécessaires. pour sauver sus derechos fundamentales.



Résultat de l'enquête.

L'histoire produite de l'évolution scientifique et raciale de l'être humain trace nos représentations imaginaires de l'histoire que l'homme est venu suivre pendant le temps et avec ces représentations des relations sociales qui ont été établies qui ont délimité la ligne du temps historique qui diversifie les processus en la Différentes sociétés, en particulier celles médiées par les échanges dans les relations sociales, établissent des communautés de la société sur un territoire déterminé comme un espace vital pour que se matérialise l'action humaine dans un moment de conflit et dans un conflit (Vegel, 1997).

De cette manière, les concepts liés à la construction historique et sociale, leur signification collective est déterminée par l'histoire. Une expression, par exemple, dans un moment déterminé, signifie une chose ou un ensemble d'elles, mais dans un autre moment historique, elle peut signifier une chose très distincte, y compris, contrairement à ce qu'elle représentait initialement. Mais ce n'est pas le cas du concept d'organisation. L'étymologie doit être un envoi de continuité et d'enrichissement, lié à l'évolution des auteurs et des études qui ont accédé à leur compréhension et à leur étude. Une senda qui apporte une idée fondamentale de l'organisation qui est maintenue pendant toute la durée du temps, mais à votre place elle est enrichie et mûrie jusqu'à se rendre à l'actualité (Luhmann, 2010).

En tant que fondement théorique, la présente enquête expose les diverses interprétations sur le thème de l'État des causes d'inconstitutionnalité (ECI) et du droit de la sécurité humaine, en vue de connaître la vérité de l'incident et de contribuer à la déclaration des violations et des infractions et d'en assurer une explication étendue à tout le monde société de la complexité du conflit, promouvant la reconnaissance des victimes et des responsabilités de celles qui participent directement et indirectement à l'armée du conflit.

De cette manière, il s'agit également de promouvoir la convivialité sur les territoires pour garantir la non-répétition et la protection de la participation politique en tant que parti d'opposition au parti communal et l'exclusion de la langue stigmatisante, ce qui signifie l'utilisation de discours respectueux pour aucune ambivalence ou contradiction générale. petits effets Des discriminations, car elles créent un espace fertile pour les exclusions, les exclusions et les réactions de type agressif, qui ont un effet contraire au désir, c'est-à-dire qu'en lieu et place de la violence, elles finissent par s'incrémenter.

Il est nécessaire de collaborer avec l'une des causes de la violence dans le pays, c'est-à-dire l'exclusion des victimes du conflit armé, pour décider de la compassion des espaces de participation, ce qui produit une marge de la communauté dans la prise de décisions que les affectent. C'est pourquoi le modèle et le système de protection sociale intégrale ne sont pas adaptés à la sécurité et au développement social des citoyens, car ils permettent de renforcer les prestations d'assistance, sociales et économiques telles que la participation et l'intégration



sociale avec les groupes du processus de paix. aussi à las comunidades excluidas, marginadas y desiguales de las ciudades y poblaciones (Vigo, 1991).

Le présent article scientifique de l'ambito théorique, cherche à expliquer le concept de sécurité humaine, à partir d'un hôpital préventif et collectif, en complément et en profondeur du concept de sécurité personnelle, dans sa spécificité réactive et individuelle, au milieu de la puissance en marche de l'institutionnalité prévisionnelle. dans l'Acuerdo Final de Paz et desarrollada por normas constitutionnelles et juridiques pour la sécurité des personnes réincorporées (Quinche, 2010).

Cela signifie que la participation des autorités étatiques au moyen d'une langue respectueuse, ferme, tolérante qui génère la confiance, est telle qu'elle empêche et reproduit les scénarios d'odio et d'estigmatisation, sans avoir à inclure la pertinence des activités différentes incorporées dans l'Acuerdo Final. de Paz et desarrollados por normas réglementations en matière de protection des droits humains, des fonctions différentielles de nature générale, ethnique, territoriale et multidimensionnelle dans la matérialisation des composants de garanties de sécurité de la population ferme (Naranjo, 2010).

Discussions.

Réaliser un examen sur le thème de l'État des causes d'inconstitutionnalité (ECI) et du droit de la sécurité humaine, en vue de connaître la vérité de l'incident et de contribuer à la déclaration des violations et infractions et d'offrir une explication étendue à toute la société de la complejidad del conflicto, promoteur el reconnaissance des victimes et des responsabilités de l'État et des principaux acteurs armés dans la marge de la loi, pour garantir la non-répétition et la protection de la participation politique comme partie de l'opposition au parti communal et l'exclusion de la langue estigmatisante (Navarro, 2011) .

En ce qui concerne les lignes jurisprudenciales d'interprétation du phénomène de la déclaration de l'état de choses inconstitutionnelles par la partie de la Cour constitutionnelle, la protection intégrale des victimes et des victimes, en référence au thème de la protection du droit de la sécurité humaine des victimes. les excombatientes FARC-EP, firmantes del Acuerdo Final de Paz y miembros del Partido Comunes, como aussi surgenos questions d'interprétation dentro de l'impératif d'armonizar sistemáticamente la hermenéutica expuesta dans les derechos constitucionales consagrados dans la Carta Magna, comme aussi, la garantie de los enfoques transversales de derechos humanos, de género, diferencial, territorial, multidimensional et ethnique, en lo atinente al tema, es decir, los enfoques diferenciales de género y de derechos (Zagrebelsky, 2002).

Pour comprendre l'État social de droit, il est nécessaire de le faire comme un être vivant, pensant, avec l'obligation morale et éthique qui fait l'intégration et la participation de tous, y compris les moins favorisés et tous les citoyens qui renoncent à l'utilisation des armes en



contre-partie. estado y desean construir un proyecto de vida dentro de la sociedad civil, cela implique la conformité des institutions publiques qui garantissent la démocratie participative, qui impliquent dans les décisions publiques toutes celles qui ne sont pas entendues ou qui ne sont pas écoutées , qui ne sont pas tenues en compte.

Pour finir, il est transcendant de comprendre une interprétation harmonique et intégrale de la jurisprudence constitutionnelle en ce qui concerne le thème de l'État des causes d'inconstitutionnalité, comme un mécanisme pour ordonner les différentes entités publiques impliquées, protéger et rétablir les droits fondamentaux vulnérables et concrets pour tous. les personnes, comme une figure innovante pour renforcer l'ambito juridique colombien et ainsi exercer et compléter les paramètres constitutionnels de toutes les personnes qui sont vulnérables à leurs droits fondamentaux (Restrepo, 2016).

La première fut la Ley 1448 du 10 juin 2011, reconnue comme la Ley des Victimes, qui dispose de moyens juridiques, administratifs, sociaux, économiques, individuels et collectifs au profit des victimes qui ont subi un danger pour celles qui sont survenues à partir du 1.° de En 1985, comme conséquence de violations du droit international humanitaire ou de violations graves et manifestes des normes internationales de droits humains, à l'occasion du conflit armé interne (Ley 1448 de 2011, articles 1 et 3), pour permettre le gouvernement de vos droits à la en vérité, la justice et la réparation avec garantie de non-répétition, de façon à ce que la reconnaissance de la condition des victimes soit digne de la reconnaissance de leurs droits constitutionnels (Ley 1448 de 2011, article 1). De plus, pour garantir l'attention et la réparation effective des victimes, la Ley 1448 de 2011 a établi le Registre Unique des Victimes (RUV) à partir de l'article 154.

Le RUV retrouve les victimes reconnues par la loi 397 de 1997 (desplazamiento forzado), la loi 418 de 1997 (convivencia y justicia), le décret 1290 de 2008 (réparation individuelle), la loi 1448 de 2011 (victimes et restitución de tierras).) oui les peines proferidas en el marco de la Ley 975 de 2005 (justicia y paz), en plus de l'agrégation et du contraste des données des sources officielles, comme l'ICBF, la Fiscalía General de la Nación, le Programa Presidencial de Atención Integral contra Minas Antipersonal, Commission Nationale de Búsqueda de Personas Desaparecidas, Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, Consejo Superior de la Judicatura, Ministryio de Defensa Nacional, Departamento para la Prosperidad Social, Ministryio de Agricultura y Desarrollo Rural, Fondo libertad y Unidad de Protección, observando en todos los casos votre adéquation à l'article 3 de la Loi 1448 de 2011 (Grupo de Memoria Histórica, 2013, p. 32).

À l'étude de l'État contemporain, il y a une série d'aspects, de facteurs, de situations et de fondements du courant historique, épistémologique et référentiel en termes d'aspects éthiques, juridiques, politiques, géographiques, économiques, sociaux et culturels, et c'est



aussi ce qui est nécessaire. présence du dialogue de sabres et Conocimientos científicos para comprender de forma oportuna, profunda y veraz los cambios y transformaciones de las sociedades y el mundo globalizado incluyente (López 2015).

Dans cet ordre d'idées, il est possible que le précédent implique la désertion et la raison, la direction, la réflexion et la compréhension d'un ensemble de réalités, de défis, de décisions, de problèmes individuels et collectifs, de conflits, d'altérations, de risques et de contingences qui sont l'objet de la solution. État, les sciences et la gouvernance (Restrepo, 2020).

Maintenant, l'État dans le contexte de l'organisation juridique et politique a tous les éléments caractéristiques et déterminants de l'existence et de la constitution, à partir de la notion, de l'espace géographique, de la reconnaissance, du patrimoine et de l'autonomie conformément aux traités, conventions, paramètres et lignes directrices. de la communauté internationale en général avec le respect de la défense du droit humain fondamental et de la dignité humaine intégrale (Restrepo, 2018).

Atendiendo aux considérations antes mencionadas, vous pourrez alors décider que l'État est un garant, directeur et dirigeant en ce qui concerne la protection holistique et permanente des droits humains dans ses trois générations ou manifestations fondamentales ou primordiales, ce qui l'a fait être plus opérationnel, dynamique et proactif en fonction de la nation ou du conglomerat humain, atendiendo aux considérations du droit public international (López, 2015).

Alors, est-ce que l'État est chargé d'assurer l'efficacité des droits humains à tous les habitants du territoire, et les nationaux, nationaux ou étrangers se chargeront-ils de l'intérieur de leurs obligations et de leurs obligations financières, politiques et juridiques de satisfaire leurs besoins fondamentaux ? essentielles, individuelles et collectives à partir des prestations, biens et services.

C'est pour cela qu'il faut entreprendre le travail de l'État et ses institutions sans avoir à faire face à la réalité et au scénario qui développe l'homme en fonction de ses dimensions de type biologique, social et psychique, qui est décidé, doit partir, en principe sans fondements. les facteurs théoriques et pragmatiques des fins et Les fonctions des cuales se proposent está institución jurídico político au moment de la consolidation (López, 2015).

C'est ce sentiment qui est valable pour l'État dans sa connotation d'organisation qui établit des relations et des lignes directrices qui prétendent prévenir et aider à la forme progressive les précarités de votre nation ou du conglomerat humain, associées à votre devenir historique



social ; pour que les difficultés soient converties en les contingences et les risques sociaux (pobreza, enfermedad, vejez, maternidad, embarras, parto, paternidad, invalidez, migraciones, indigencia, damnificación, desempleo, ocio, discapacidad, deficiencia, minusvalía, familia, viudez, huérfanos , víctimas et muerte) .

Maintenant bien, si l'État dans son sens politique et juridique est une institution ou un organisme qui est chargé de la satisfaction, de la prévention, de la gestion, de l'administration et de la préparation continue des pénuries individuelles et des groupes de leurs victimes à partir de la tome des décisions irradiées dans la politique publique et sociale asiatique mismo en las normas en todas sus jerarquías y categorías (Restrepo, 2012).

De cette façon, on peut affirmer que la protection sociale est le produit du devenir historique naturel des êtres humains et sociaux des peuples, basé sur la philosophie de l'histoire et des connaissances, l'accroissement accéléré de la démographie, les tendances de l'évolution en le desarrollo cotidiano, le changement de mentalité, le surgimiento del maquinismo, la modernización, dans la mesure où l'État est satisfait ou acia contestations et références de solution à travers les études précédentes organisées et planifiées pour les diverses situations, phénomènes, contingences, hechos, acontecimientos que colocan al être humain dans des conditions vulnérables et déplorables (Restrepo, 2017).

Conclusions

Pour synthétiser la présentation de l'article scientifique sur le produit du projet d'enquête monographique, on peut décider que les processus de paix sont une manifestation à l'intérieur du monde du droit, un mécanisme alternatif de solution des conflits de négociation nominative, en ce qui concerne les responsabilités, les obligations, conditions, garanties et prérogatives pour les victimes du conflit, dans le cas où elles reconnaissent les statuts politiques, les catégories de mouvements et de partis politiques, la participation et l'intervention dans les décisions manifestées en prestaciones asistenciales, económicas et sociales, à partir du système de protection sociale intégrale.

Par conséquent, la protection sociale fait partie intégrante du fait que « la société est entendue comme un ensemble d'organisations avec des intérêts différenciables » (Ramírez Echeverri, 2013, p. XV). Les choses présentent une diversité de risques, de contingences et d'éventualités d'infection et de dommages à la population négociante dénommée victime et victime.

Maintenant que le système de protection sociale intégrale en matière de régime, de disposition et de contrôle, est apprécié par Niklas Luhmann (2010), le scientifique scientifique que le maire a réalisé pour construire une histoire de la configuration des organisations comme subsistance sociale - reconnaître qu'en siglo XVIII, l'organisation seguía utilizándose de manière similaire



à la utilisé par les travailleurs : il sera comme « ordre de la vie biologique » ou comme « artefact ou mécanisme » (Rodríguez Mansilla, 2010) ; Il faut également reconnaître « une capacité cosmologique et ce qui se rapporte à l'aspect « biologique » de tout le monde et de ses parties, mais il offre la possibilité d'indiquer, en même temps, une activité et ses effets, sans aventurer dans cette différence » (Luhmann, 2010, pp. 29-30).

Cela signifie que, en raison de ces vertus de la politique de la paix du gouvernement national à l'époque, pour Villarraga (2015), il s'agit d'une vision intégrale, étatique et nationale, comme l'exige la loi 1448 de 1998. Cette situation est limitée à la loi. Participation des membres de l'État et de la sociedad en el proceso de paz.

De plus, la gestion d'une politique militaire offensive anti-insurgente envoie un message ambivalent qui fait que la négociation avec l'insurrection a une option qui peut être retirée à n'importe quel moment (Villarraga, 2015, p. 295). Asimismo, la politique de paix se retrouve dans une forte tension avec la politique économique, focalisée sur l'exploitation des mégamines et de l'agro-industrie, qui affecte la sécurité alimentaire et d'autres formes de production agricole, minière et artisanale sur les territoires qui précisément l'ont fait scénario du développement du conflit armé.

De la même manière, il n'y a pas de contact avec une politique d'inclusion sociale qui surpasse les programmes d'assistance réduits aux subventions et pris en charge par la corruption (Villarraga, 2015, p. 214). Le gouvernement n'implique pas une politique de paix avec des stratégies, des mesures et des réformes spécifiques pour consolider une paix durable, il se limite simplement à continuer.

Cette forme engendre une responsabilité de l'État de faire une assistance intégrale aux victimes du conflit avec des actions réparatrices, ces éléments se matérialisent lors des prestations économiques et d'assistance, lorsque les assistances se rencontrent dans les avions obligatoires en santé où ils interviennent. Corps et la psiquis, por moyen des programmes de santé mentale, de participation, de réintégration, de protection sociale, de développement social et de gestion du potentiel humain

References

- [1] Almansa Paster, JM (1984). Droit de la sécurité sociale. Vol. I. 4^a éd. Modifier. Madrid : Tecnos.
- [2] Baronne Betancourt, R. (2014). Los Prestadores De Servicios De Salud. Bogota : Ibáñez.
- [3] Cañón Ortegón, L. (1992). Les services sociaux en matière de sécurité sociale . . Bogota, La previsor.



- [4] Farfán Rodríguez, Edwin. (2018). Discurso Político et violence en Colombie. Universidad de Antioquia et au Centro de Investigaciones Jurídicas de la Facultad de Derecho y Ciencias Políticas.
- [5] López Ahumada, José Eduardo. crise financière et droit social en Irlande . 1^a ÉD. madrid : éditions cinca. 2015. 204 pages. ISBN : 978-84-15305-88-0.
- [6] López Medina, Diego Eduardo. (2006). Le droit des jus. Deuxième édition. Université des Andes-Legis. Bogota.
- [7] García et Espinosa, (2013). Le droit à l'État. Les effets juridiques de l'apartheid institutionnel en Colombie. Déjusticia . Bogota.
- [8] Guastini , Ricardo (1999). Distinguer. Etudes de théorie et de métathéorie du droit. Traduction de Jordi Ferrer et Beltrán. Barcelone. Éditorial de Gedisa.
- [9] Hart Ely, John (1997). Démocratie et déconfiance. Une théorie du contrôle constitutionnel. Traduction de Margarita Holguín. Bogota. Siglo del Hombre Editores-Université des Andes. Faculté de droit.
- [10] Hernández Martínez, Freddy Antonio (2015). La classification spécifique et l'ampleur constitutionnelle des États-Unis : une analyse des constitutions des 50 États. Saint-Jean. Université interaméricaine de Porto Rico.
- [11] Kornfeld , Elizabeth Lira (1991). Psychologie de la politique et du milieu. Bogota. Université des Andes.
- [12] Lasalle, Ferdinan , (2013), Que es una constitución Política, Panamericana Bogotá.
- [13] Luhmann, Niklas. (1997). Organisation et décision. Autopiesis , accion y endendimiento comunicativo. Barcelone : Anthrops .
- [14] Luhmann, Niklas. (2010). Organisation et décision . Mexique, DF : Herder.
- [15] Luhmann, Niklas. (2014). Sociologie politique. Barcelone : Trotta.
- [16] Naranjo Mesa, Vladimiro (2010). Théorie constitutionnelle et institutions politiques. Édition Undécima. Bogota. Éditorial Temis SA
- [17] Navarro Monterrosa, Angélica Matilde. (2011). La figure de l'État des lois constitutionnelles comme mécanisme de protection des droits fondamentaux de la population vulnérable en Colombie. Revista Jurídica Mario Alario D' Filippo .
- [18] Quinche Ramirez, Manuel Fernando. (2010) Vias de hecho. Action de tutelle contre les providences. Édition Sexta. Éditions Doctrina y Ley Ltda. Bogotá, DC-Colombie.
- [19] República de Colombia Corte Constitucional de Colombia, C 228 de 2010, Modelo Económico de Estado.
- [20] Corte Constitucional de la République de Colombie. Sentencia SU-020 de 2022. Referencia: Expedientes acumulados numéros: T-7.987.084, T-7.987.142, T-8.009.306 et T-8.143.584 AC.
- [21] República de Colombia Corte Constitucional de Colombia, C-870 de 2003, intervention del Estado en la Economía.



- [22] Restrepo Pimienta, JL (2017). Conceptos Scientificos en Seguridad Social en Salud in el contexto globalización y Estado" Universidad de la Costa.
- [23] Restrepo Pimienta, JL (2016). Fundamentos de Derecho Procesal de la Seguridad Social en Salud. Bogota. Éditorial Vélez.
- [24] Restrepo Pimienta, JL (2012). Dimension Jurídico Antropológica De La Política Pública En Salud. Bogota : Université Sergio Arboleda.
- [25] Restrepo Pimienta, JL (2020) « Construction du système de protection sociale en matière de santé à l'intérieur du modèle de l'État » Barranquilla. Ed : Fondo de publications de la Universidad del Atlántico.
- [26] Restrepo Pimienta, JL (2018), « Modelo de Estado en la comprensión política-jurídica del sistema de salud » Barranquilla. Ed : Université Sergio Arboleda.
- [27] Vergel Cabrales, Gustavo (1997). Metodologie. Édition tierce. Barranquilla. Corporación Unicosta .
- [28] Vigo, Rodolfo Luis (1991). Interprétation constitutionnelle. Buenos Aires. Abélédo Perrot.
- [29] Victimes, U. p. (7 mars 2017). www.unidaddevictimas.gov.co. Obtenu par [www.unidaddevictimas.gov.co : www.unidaddevictimas.gov.co/.../en-colombia-42-millones-de-victimas-del-conflicto-ar ...](http://www.unidaddevictimas.gov.co/.../en-colombia-42-millones-de-victimas-del-conflicto-ar)
- [30] Villarraga, Álvaro (éd.). (2013c). Le mouvement citoyen et social pour la paix en Colombie. Fr: Biblioteca de la paz Vol. IX. Mouvement Citoyen et Social pour la Paix. Bogota : Fundación Cultura Democrática.
- [31] Villarraga, Alvaro. (2015). Les processus de paix en Colombie, 1982-2014. (Reprise du document). Bogota : Fundación Cultura Democrática.
- [32] Zagrebelsky , Gustavo (2002). Le droit flexible. Ley, derecho, justicia. Traduction de Marina Gascón. Madrid. Édition Cuarta. Éditorial Trota.